

	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire :14.020120 Coût total estimé: 15 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE:15 000 000 EUR La contribution est d'un montant de 15 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour l'exercice N+1 sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	<b>Gestion directe</b> par subventions <b>Gestion indirecte</b> avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2 et 4.4.1 (fall-back option)			

## 1.2 Résumé de l'action

La crise sécuritaire et politique que connaît le Mali depuis 2012 a eu un impact considérable sur l'économie du pays. La croissance économique est en dessous du niveau nécessaire pour compenser la croissance démographique et les populations s'appauvrissent. Pour 2023, il est prévu une croissance économique entre 4 % et 5,3 % selon les sources (FMI et Banque Mondiale). Aujourd'hui, l'économie est dominée par les secteurs primaire (notamment les secteurs agricole et d'extraction des matières premières) et tertiaire, qui sont souvent informels. Les principaux défis du secteur privé sont : un système fiscal complexe et peu incitatif pour les investissements nationaux et étrangers ; un approvisionnement énergétique insuffisant par rapport à la demande du secteur privé, notamment du secteur industriel ; un déficit de main d'œuvre qualifiée dans les secteurs porteurs de croissance ; un faible accès au financement ; une faiblesse structurelle et organisationnelle des organisations représentant le secteur privé ; une absence d'un dialogue public-privé et privé-privé efficace.

L'analyse transversale du profil genre du Mali 2023<sup>1</sup> relève « *qu'au Mali, les rapports sociaux sont caractérisés par des inégalités et disparités entre les femmes et les hommes en matière de (i) reconnaissance et d'exercice de droits, (ii) d'accès aux services et infrastructures de base, (iii) d'accès au marché du travail et aux moyens de subsistance, (iv) de gouvernance, de représentation et de participation* ». Le troisième point de ce constat est illustré par le rapport de l'Observatoire National pour l'Emploi et la Formation professionnelle (ONEF)<sup>2</sup> du mois d'août 2022, selon lequel les hommes occupent 79 % des emplois créés par le secteur privé en 2021. De la même façon les femmes n'occupent que 8 % des postes ouverts à recrutement dans la fonction publique cette même année. Enfin, selon les estimations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les femmes salariées représentaient seulement 5 % des femmes en emploi en 2019 contre 14 % pour les hommes.

<sup>1</sup> <https://budget.gouv.ml/sites/default/files/Rapport%20genre%202023.pdf>

<sup>2</sup> <https://onef.ml/>